Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse

Herausgeber: Union syndicale suisse

Band: 81 (1989)

Heft: 1

Artikel: Mouvement ouvrier, formation et culture : le cas de Genève (1890-1939)

Autor: Vuilleumier, Marc

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-386326

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Organe de l'Union syndicale suisse

REVUE SYNDICALE SUISSE

Paraît six fois par an
N° 1 – 1989 – 81e année

Mouvement ouvrier, formation et culture: le cas de Genève (1890–1939)

*Marc Vuilleumier**

Indroduction

Dès ses débuts, le mouvement ouvrier, dans la mesure où il s'affirme contre la société existante en lui opposant son propre système de valeurs, éprouve le besoin de fournir à ses membres une formation et de leur faciliter l'accès à une certaine culture. Toutefois, cela ne se fait pas au moyen d'organisations spécialisées; il faudra attendre une période relativement récente, vers 1923, pour voir apparaître, en Suisse romande, des commissions locales d'éducation ouvrière travaillant en relation avec la *Centrale suisse d'éducation ouvrière* (CSEO), fondée elle-même en 1912. Et même quand elles existeront, celles-ci seront loin d'assurer toutes les activités culturelles et formatives.

Aussi convient-il, pour se faire une idée de ces dernières, de prendre en compte l'ensemble du mouvement: syndicats, partis et autres organisations. D'autre part, il ne faut pas seulement retenir les cours et conférences culturelles proprement dites, mais aussi les meetings et manifestations plus politiques, dans la mesure où ils peuvent avoir un caractère formateur, les activités récréatives, les bibliothèques, les articles de presse, certains rituels: les anniversaires par exemple, les objets symboliques tels que les drapeaux, bref tout ce qui contribue à donner son identité propre au mouvement ouvrier.

Cette identité s'affirme, on l'a dit, en opposition à un monde dominé par les classes dirigeantes et leurs valeurs. Mais cela ne signifie nullement que le mouvement ouvrier échappera totalement aux influences bourgeoises; que certaines de ses composantes n'y seront pas plus sensibles que d'autres; qu'en des circonstances particulières, à certaines époques, il ne se ralliera pas massivement au système de valeurs hégémonique. Sans doute

* historien. Du même auteur: *Mouvement ouvrier, formation et culture: aperçus sur le rôle de l'ancienne Maison du Peuple de Lausanne,* Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier, N° 4, novembre 1987, pp 9–21 (Edités par l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier, c/o P. Jeanneret, 5, Av. Marc-Dufour, 1007 Lausanne).

perdra-t-il alors une part de son originalité; mais on aurait tort de ne voir, dans ces moments, dans ces époques, qu'une simple assimilation, qu'une intégration complète au régime établi. En fait, les choses sont beaucoup plus complexes qu'il n'y paraît et, à tout instant, il y a une tension entre une inclination naturelle vers l'adaptation et des tendances, plus volontaristes, vers l'autonomie culturelle et l'affirmation de soi face aux valeurs dominantes.

D'où la complexité d'une étude qui devrait tenir compte non seulement du mouvement ouvrier et de ses organisations, dans toutes leurs manifestations, mais également des grands courants politiques et culturels de la société, qui, par ailleurs, contrairement à ce que l'on pourrait croire, n'ont pas encore suffisamment retenu l'attention des historiens. Aussi trouvera-t-on, dans ces pages, une esquisse et non une véritable étude, qui aurait nécessité des travaux préalables et des développements beaucoup plus approfondis.

D'autre part, la recherche elle-même se heurte à des obstacles bien difficiles à surmonter. Nombre des activités qui nous intéressent n'ont laissé que des traces fugitives, bien insuffisantes. Comment juger par exemple de l'impact d'un cours ou d'une conférence signalés par une brève annonce dans un quotidien, alors qu'on ignore tout de ce qui s'y est dit, de l'effectif et de la qualité des auditeurs, de leurs réactions? Que savons-nous de la fréquentation des nombreuses bibliothèques ouvrières, du nombre de leurs lecteurs, de leurs goûts et de leurs préférences? Comment apprécier l'activité d'associations dont les archives ont disparu et dont la presse ne parle guère?

Pour toutes ces raisons, encore une fois, notre étude aura plus le caractère d'un essai que celui d'une véritable synthèse. Nous nous efforcerons de poser quelques jalons, tout en étant bien conscient de ce que nous laissons de côté (par exemple toutes les activités de l'émigration ouvrière italienne).

Ouvriers allemands, loisirs et formation

A la fin du XIXe siècle, quand apparaît, à Genève, un mouvement ouvrier et socialiste durable, il ne trouve pas, en matière de formation et de culture, une terre vierge. Dès les années 1830, des associations avaient regroupé les artisans et ouvriers de langue allemande, qui formaient une part appréciable de la main d'œuvre de certains métiers (tailleurs, cordonniers, serruriers...). Ces migrants, généralement jeunes et célibataires, qui passaient d'un pays et d'une ville à l'autre, sans se fixer bien longtemps à un endroit, éprouvaient le besoin de se réunir en dehors du travail. Ne disposant pas de logements adaptés à ce besoin élémentaire de sociabilité, ils avaient tout d'abord recouru au café, ce «salon du pauvre», selon une formule célèbre. Cependant, les dépenses que cela impliquait, les dangers de la boisson avec les rixes qu'elle entraînait avaient incité certains de ces

ouvriers à créer des associations à caractère récréatif et culturel, les *Arbeiterbildungsvereine,* sociétés ouvrières d'éducation et de formation. Pour cela, ils obtinrent souvent l'appui de quelques notables (ecclésiastiques, enseignants), tout heureux de «moraliser» ainsi ces travailleurs en les retirant des cafés. Et, effectivement, nous disposons de quelques témoignages attestant de la diminution des rixes où étaient impliqués les ouvriers allemands. Ces sociétés offraient à leurs adhérents un local chauffé, avec des journaux; elles comportaient fréquemment un restaurant à base coopérative, une bibliothèque. Elles organisèrent très tôt des cours: langues, calcul, dessin, pour combler les lacunes d'un enseignement primaire défaillant et faciliter l'ascension professionnelle et l'intégration dans le nouveau milieu. Elles formèrent des chorales, des groupes de théâtre.
En outre, ceux qui les fréquentaient discutaient entre eux, soit d'une manière informelle, soit lors de soirées prévues à cet effet; on y débattait de l'administration et des affaires de l'association, mais aussi de sujets généraux qui ne tardèrent pas à englober la politique. Rappelons en effet, sans entrer dans les détails, comment la plupart de ces sociétés, dans toute la Suisse, ne tardèrent pas à se politiser, d'abord sous l'influence de républicains allemands, puis sous celle du tailleur et propagandiste communiste Wilhelm Weitling, arrivé à Genève en 1841.

Grütli et première Internationale

Le *Grütli,* fondé en 1838 à Genève, d'où il essaimera dans le reste du pays, exclusivement suisse, lui, se constitua pour répondre à des besoins analogues. Il se politisa, lui aussi, et constitua une aile populaire du parti radical. A la fin du siècle, vers 1890, il existait donc à Genève: un *Arbeiterbildungsverein* allemand, une section suisse-allemande du *Grütli,* qui avait donné naissance à une section romande. En outre, à côté de ces organisations, il subsistait, dans le milieu ouvrier, à l'état diffus, une certaine tradition d'activités culturelles et récréatives qui remontaient à l'époque de la première Internationale, dans les années 1868–1872. A ce moment, en cette phase d'essor du mouvement ouvrier, certains militants avaient relevé l'importance et la nécessité d'une véritable formation socialiste. Dans sa Section de l'Alliance internationale de la Démocratie socialiste, Bakounine avait organisé des soirées familières de discussion autour de certains thèmes généraux, en rapport avec les luttes du moment. Et l'on pourrait citer, chez les adversaires du révolutionnaire russe, d'autres tentatives analogues. D'ailleurs, l'examen, dans les sections, des thèses générales soumises aux congrès de l'Internationale constituait déjà, dans la mesure où il se faisait réellement, un premier pas dans la voie de la discussion théorique et de la formation.
Certes, il ne faut pas se faire d'illusion: les discussions prenaient souvent un tour purement formel et n'apportaient que rarement, chez les assis-

tants, l'instruction et la clarification théorique qui auraient été possibles. D'autre part, ces efforts n'avaient pas eu la continuité voulue. Néanmoins il était resté quelque chose de ces velléités d'auto-éducation. En outre, dans le local de l'Internationale, le Temple unique, ancien bâtiment des francs-maçons (aujourd'hui église du Sacré-Cœur!), se tenaient des cours, principalement sur des sujets scientifiques ou historiques. L'ex-membre de la Commune de Paris Arthur Arnould, réfugié en Suisse, qui y avait assisté, les dépeignait ainsi: «A ces cours, destinés exclusivement aux classes populaires, entre qui veut, sans rétribution aucune. On s'asseoit sur un banc ou sur une chaise, devant une table. Si l'on désire fumer, boire, prendre son café, en écoutant, ou allumer un cigare, on commande un demi-pot ou l'on se fait servir une demi-tasse. Tout cela se passe sans bruit, de la façon la plus paisible, au milieu d'un grand recueillement. Le cours fini, chaque auditeur a le droit, à son tour, de monter à la tribune, de répondre à l'orateur, d'exprimer des critiques, de combattre les conclusions.»
Ces conférences populaires cessèrent quand l'Internationale, s'affaiblissant, ne fut plus en mesure de payer la location du Temple unique. Le rôle du local était sans doute essentiel. Lieu de rencontres familières, on y venait tout naturellement pour passer une soirée agréable et y satisfaire un besoin de sociabilité en bavardant avec ses camarades, tout en buvant et fumant; le cas échéant, un conférencier, une troupe de théâtre amateur, une chorale y trouvaient un public favorable et intéressé. Aussi la disparition de ce qui constituait un véritable centre de rencontre sonna le glas des activités culturelles qui lui étaient associées.

Initiatives officielles et bourgeoises

Autre élément dont il faut tenir compte: les initiatives venues de l'extérieur de la classe ouvrière pour améliorer l'instruction et la culture du peuple. Le gouvernement y était attentif; les découvertes scientifiques mises à la portée du plus large public, les problèmes philosophiques, les questions économiques et sociales exposées pour tous ceux qui s'y intéressaient, cela paraissait le complément indispensable de la démocratie politique. L'instruction populaire, la diffusion des connaissances, tout cela trouvait un assez large consensus chez les hommes politiques. Si l'ouvrier horloger instruit et cultivé, capable de discuter de tout, était une figure emblématique de la culture politique radicale, depuis les années 1830, les libéraux conservateurs, de leur côté, vantaient volontiers la soif de connaissances et de culture d'une élite populaire. Ils ne s'opposaient aux radicaux que sur la façon d'y répondre.
Dès les années 1850, le gouvernement avait institué des cours publics, donnés, dans la salle du Grand Conseil, par des professeurs qui développaient en huit ou dix leçons un sujet d'intérêt général. «Les cours libres

sont devenus maintenant un élément important du mouvement littéraire et scientifique de Genève», écrivait, en 1867, le naturaliste et matérialiste Carl Vogt, professeur à l'Académie, qui y participa à plus d'une reprise. «La population entière ne pourrait plus s'en passer sans regret, et chaque soir, pendant les mois d'hiver, on voit se presser sur les bancs de la salle du Grand Conseil un public nombreux, recruté dans toutes les classes de la société.»

En 1873, un Genevois, Pierre Paul Bouchet, légua la plus grande part de sa fortune à la Ville de Genève pour que les revenus en servent «à faire donner des cours publics, gratuits et populaires, destinés spécialement à la classe ouvrière, et ayant principalement pour objet l'hygiène, l'économie politique et les sciences cosmiques (géographie, histoire naturelle, paléontologie, géologie, etc.) en vue du progrès moral et religieux».

Ses préoccupations rejoignaient celle d'une fraction des conservateurs protestants qui, depuis les années 1850, se préoccupaient de faire donner des enseignements de ce genre, entre autres dans le quartier populaire de Saint-Gervais. A la suite des grèves de 1868, dans le but avoué de combattre l'influence de l'Internationale, des conférences populaires y avaient été organisées, en janvier et février 1869, sur des sujets scientifiques, littéraires, historiques (le général Dufour fut mobilisé pour y parler de la guerre du Sonderbund), ainsi que sur des questions sociales: le budget de l'ouvrier; les grèves, ce dernier sujet traité par Henri Dameth, ancien fouriériste et républicain français, reconverti dans le libéralisme le plus orthodoxe. Dans les années suivantes, et surtout après la Commune de Paris, les mêmes hommes, qui se retrouvaient au sein de la Société genevoise d'utilité publique, discutèrent de mesures à prendre pour combattre l'influence de l'Association internationale des travailleurs en «moralisant» la classe ouvrière. Au premier rang de celles-ci: «l'enseignement de l'économie sociale, soit par des cours publics (...), soit par de courtes brochures.» L'affaiblissement puis la disparition de l'Internationale apaisèrent les craintes et ces initiatives demeurèrent sans suite.

En janvier 1875, grâce à l'héritage de Bouchet, la Ville de Genève organisait ses premiers cours publics. Ce fut le géographe Elisée Reclus, banni et réfugié en Suisse à la suite de la Commune, qui en fut chargé; il donna six leçons, dans le temple de la Fusterie, sur l'«histoire de la Méditerranée», qui connurent un grand succès. La remarquable ouverture d'esprit dont avait fait preuve les magistrats municipaux mérite d'être relevée; par la suite, les cours Bouchet ne connurent plus le même retentissement et, bientôt, les revenus de l'héritage seront affectés à des activités relevant plus particulièrement de l'enseignement professionnel.

Vers 1890, il y a donc, à Genève, toute une série d'expériences qui ont été faites, en matière d'éducation et de formation ouvrière: celle, très officielle, des cours publics organisés par l'Etat et par la Ville; celle des conservateurs protestants pour «moraliser» la classe ouvrière; l'activité politico-

culturelle du *Grütli* et du *Deutscher Arbeiterverein;* les anciennes tentatives d'autoformation apparues au temps de l'Internationale.

Les efforts éducatifs du Parti socialiste

Avant 1892, il n'existait pas de véritable Parti socialiste; à chaque élection, se reconstituait un parti ouvrier qui cherchait à se faire concéder quelques places sur la liste radicale, seule chance d'avoir quelque élu, vu le scrutin majoritaire. L'adoption de la représentation proportionnelle, en 1892, bouleversa les données; c'est alors que se fonda, en accord avec le Parti socialiste suisse dont il sera membre, le Parti socialiste genevois. Dès ses débuts, il insiste sur ses objectifs généraux et sur la nécessité d'une autoformation, comme lors de cette assemblée familière du 26 juin 1892: «A l'heure actuelle, nous répétons que c'est un des premiers devoirs de l'ouvrier de s'habituer, de se rompre même à toutes les discussions touchant sa position, son existence et ses droits (...).»
«Il faut donc que les travailleurs se créent une sorte de vie enseignante, qu'ils s'arment de plus en plus de toutes les vérités qui sont en leur faveur. A cette condition seule ils formeront un parti capable de défendre leurs intérêts de classe si particuliers, à cette condition seule ils sauront exiger ce qui est vraiment susceptible de transformer leur malheureuse position. C'est en faisant un prolétariat intelligent des questions économiques qu'on a fait un véritable parti du prolétariat en France et en Allemagne et partout où il existe. C'est de cette façon qu'on est arrivé à faire sortir de la classe ouvrière de véritables orateurs et écrivains distingués, dont le remarquable talent a été tout entier consacré à l'affranchissement de leur classe. Il serait temps que cette vaste école, formée par la classe ouvrière, qui a produit de si grandioses résultats en Allemagne, commençât à exister chez nous.»
Le Parti socialiste est donc le résultat de la volonté d'auto-émancipation des ouvriers qui, pour cela, se forment, s'instruisent par eux-mêmes et acquièrent ainsi ce que Fernand Pelloutier appellera la «science de leur malheur». Le rôle des socialistes est distinct de celui des autres groupes politiques: «Ils ne doivent faire alliance avec aucun parti bourgeois et considérer que le but n'est pas uniquement, et à tout prix, la conquête des pouvoirs publics (ôte-toi de là que je m'y mette) mais surtout, par les conférences, par les réunions, par les assemblées populaires, par les brochures, par les journaux, l'éducation des masses pour développer en elles le sentiment de résistance acharnée à l'exploitation capitaliste et religieuse dont elles sont victimes.»
A ses débuts, le Parti fit un effort manifeste pour la formation de ses membres. A côté des activités proprement politiques, en 1892–1894, il tint des séances consacrées à des sujets théoriques; sur Lassalle, son action, ses idées, avec R. Bommeli; sur des sujets en rapport avec la révolution de

1848, avec Louis Héritier; sur l'éducation populaire, avec Jean Sigg. En 1893, on fit appel à Jules Guesde, qui incarnait le marxisme au sein du socialisme français. Bien sûr, certaines naïvetés prêtent à sourire, tel cet appel du journal socialiste, le 11 novembre 1892: «Bibliographie: Travailleurs, lisez les œuvres de Karl Marx, Proudhon, Bakounine, Benoît Malon, Eugène Pottier, Kropotkine, Désiré Decamps, Maurice Montaigut, Octave Mirbeau, Jean Richepin, Ch. Letourneau, Léon Cladel et Zola, et vous serez fixés sur la vraie science du pauvre, de celle dont le riche ne peut pas vouloir. En vente dans toutes les librairies.»
Malheureusement ce souci de formation ne tarda pas à fléchir et le jeune parti, de plus en plus absorbé par la politique locale et l'électoralisme, négligea progressivement cette tâche, sans cependant y renoncer complètement.

Les fêtes et les commémorations

Il y a d'ailleurs certaines manifestations traditionnelles du mouvement ouvrier qui se rattachent incontestablement à l'activité formatrice: les fêtes commémoratives, les célébrations d'anniversaires qui, par leur évocation du passé, tendent à instruire les participants, à leur forger une conscience historique et contribuent, par cela même, à donner au mouvement sa cohésion et son identité.
C'est, tout d'abord, l'anniversaire des organisations. En novembre de chaque année, le *Grütli* tient une petite fête en l'honneur du serment légendaire sur la fameuse prairie. En novembre 1888, ce fut le cinquantième anniversaire de la Société, avec afflux de délégations de toute la Suisse vers Genève, cortège, fanfares, discours, inauguration d'un nouveau drapeau, pélerinage sur les tombes de Niederer, le fondateur, et de Galeer, le théoricien, banquet, soirée familière... Fête de l'unanimité, de la conciliation entre les classes, bien dans l'esprit du *Grütli,* avec participation officielle, tant du radicalisme que des conservateurs, certes, mais fête populaire où s'affirmait néanmoins une certaine idée du progrès politique et social.
Le *Deutscher Arbeiterverein,* quand il célèbrera son cinquantième anniversaire, en 1893, puis son septantième, en 1913, le fera, lui, dans une tout autre tonalité; rattaché au Parti social-démocrate allemand puis, dès 1913, section du Parti socialiste suisse, il s'enorgueillissait d'une longue tradition qui l'associait à toutes les étapes du socialisme. La simple évocation de son passé, avec quelques inévitables légendes, constituait une véritable initiation à l'histoire du mouvement ouvrier européen.
Ce recours à la commémoration n'épargnait pas les organisations plus modestes; c'est ainsi qu'en juin 1892, le syndicat des ouvriers monteurs de boîtes de Genève célèbrera le cinquantième anniversaire de la Société philanthropique qui continuait à exister dans son sein et qui avait consti-

tué, dès 1842, une première forme d'organisation syndicale. Le drapeau matérialisait en quelque sorte l'histoire de l'organisation, lui donnait son identité; on l'arborait fièrement dans les fêtes, dans les cortèges, particulièrement le 1er mai. Le drapeau de la première Internationale, confectionné en 1868, était pieusement conservé par la Chambre syndicale des ouvriers menuisiers; on le sortait lors des grandes manifestations, on le prêtait pour la fête des autres syndicats; et cela jusqu'en 1914 (il est aujourd'hui conservé au Musée d'Art et d'Histoire).

A ces cérémonies occasionnelles s'ajoutaient des manifestations annuelles très tôt ritualisées: le 1er mai, dès 1890, qui permettait au mouvement syndical et socialiste de passer en revue ses forces et de constater ses progrès ou, parfois, sa stagnation, son recul et sa désunion; le 18 mars, anniversaire de la Commune de 1871, mais aussi du soulèvement du peuple berlinois en 1848. C'était donc l'association, en une manifestation commune, du souvenir d'une révolution populaire et démocratique à celui de la Commune, considérée comme la première révolution ouvrière et socialiste. C'était, chaque année, et cela également dans d'autres villes suisses, l'occasion d'un meeting à caractère international avec la participation de socialistes allemands, italiens, français, russes. Bien sûr, les questions du jour y tenaient une large place, mais la référence historique ne manquait jamais. L'évocation des événements de Berlin et de Paris ainsi que de tout ce qui les avait suivis contribuait à entretenir, chez les auditeurs, une certaine conception du passé, une certaine conscience historique qui leur permettait de relier leur action présente à celle de leurs prédécesseurs, à l'insérer dans le prolongement de toute une lignée de précurseurs. La commémoration du 18 mars se maintiendra jusqu'à la Première Guerre mondiale, puis, avec des éclipses de plus en plus nombreuses, jusque dans les années 30.

Autre manifestation analogue: la célébration de Lassalle. On sait que Ferdinand Lassalle avait trouvé la mort à Genève, le 31 août 1864, à la suite d'un duel dû à une aventure sentimentale. Sa venue et son décès dans la cité de Calvin étaient donc purement fortuits. Mais, vénéré par les socialistes allemands comme le fondateur de leur parti, il deviendra, pour ceux de Genève, au cours des années 1880, l'objet d'une cérémonie régulière. En 1889, l'*Arbeiterverein* avait érigé une pierre commémorative dans une petite clairière des bois de Crevin, au pied du Salève, en France, où l'on prétendait que s'était déroulé le duel (en fait, comme le montre l'enquête de police, il avait eu lieu en Suisse, dans un tout autre endroit!). Dès lors, chaque année, on se rendait, le dernier dimanche d'août, à cet endroit agréable où s'organisaient un pique-nique et une petite fête champêtre et familiale. Le Parti socialiste genevois, d'autres organisations ouvrières se joignirent aux socialistes allemands, dès les années 1890, et la célébration prit très tôt un caractère international. Au cours de la partie officielle, socialistes allemands, suisses, italiens, français, russes prenaient

la parole. Malgré quelques avatars météorologiques, la tradition se maintint jusqu'en 1914, quand la guerre et la fermeture des frontières empêcha la manifestation. En 1923, les socialistes genevois l'organisèrent à nouveau, en alliant au souvenir de Lassalle celui de Jean Jaurès, tué, lui aussi par une balle, cinquante ans plus tard, en des circonstances bien différentes. La fête Lassalle-Jaurès subsista jusqu'en 1930, quand le Parti socialiste y renonça au profit d'une fête champêtre annuelle, qui se tenait successivement dans l'une des communes rurales genevoises, ce qui était, électoralement parlant, plus profitable.
Le succès de cette manifestation et sa permanence avaient tenu pour une large part à son caractère de fête champêtre, de pique-nique familial à la fin de l'été, alliant les joies de la sortie campagnarde à l'évocation des débuts et des luttes du socialisme, traités naturellement en relation avec les événements du jour.

L'université doit aller au peuple

L'effort du mouvement ouvrier pour former ses militants, pour diffuser des connaissances sociales dans les masses populaires allait se rencontrer avec des tentatives, venues de la bourgeoisie, pour apporter l'instruction aux couches sociales les plus défavorisées. L'université doit aller au peuple puisque le peuple ne va pas à l'université, disait-on en songeant à imiter ce qui s'était fait en Angleterre (University Extension Movement). Deux initiatives furent prises en ce sens à Genève en 1892, par une *Association des étudiants pour les séances populaires,* qui organisa des soirées pour les ouvriers consacrées aux sujets les plus divers: l'épargne, la coopération, Rodolphe Töpffer, comment se préserver des maladies contagieuses, l'alimentation. Durant l'hiver 1892–1893, une vingtaine de séances furent tenues, dans le centre de la ville comme dans le quartier populaire des Pâquis et dans celui des Eaux-Vives sur: Stanley, Pasteur, les plantes carnivores, les falsifications alimentaires, l'homme préhistorique, l'air... Mais souvent sans grand succès. Celui qui devait parler d'Edison se trouva... tout seul! L'extension universitaire débouchait sur le vide. Comme l'écrira plus tard l'un de ses principaux promoteurs, Eugène Pittard, qui deviendra un anthropologue et un professeur renommé: «A la base de notre insuccès (...), il y avait, je crois, ceci: nous n'avions pas su, au début, nous appuyer sur des autorités ouvrières (...). Après une conversation avec l'un de nos professeurs de l'Université (probablement Maurice Schiff), nous entrâmes en relations avec M. le secrétaire de la Chambre du travail qui aussitôt applaudit des deux mains et nous montra la route qu'il fallait suivre. Le comité de la *Fédération des sociétés ouvrières de Genève* entra dans nos vues. Dès lors tout marcha à souhait (...). Afin de pénétrer sérieusement dans la masse ouvrière, notre plan fut exposé dans une réunion générale des syndicats tenue à la Chambre du travail.

Il y reçut un accueil chaleureux.» La Ville de Genève prêta le grand amphithéâtre de l'Ecole d'horlogerie, tous les jeudis soirs. «Les programmes furent imprimés et distribués dans les sociétés ouvrières. Les membres du comité de la Fédération se chargèrent de la discipline de la salle et l'on commença avec entrain.» La première série de conférences, en 1897–1898, abordait les sujets les plus divers: géographie, sciences, médecine, histoire (la Restauration de 1813–1815; la vieille Genève; la formation du territoire genevois; J. J. Rousseau). Relevons aussi ce titre: «Inventions nouvelles: le cinématographe, avec démonstrations».
Si l'altruisme et le dévouement d'Eugène Pittard et de ses camarades, René Claparède, Emile Yung, ne fait aucun doute, s'il est certain que leurs perspectives personnelles étaient exemptes de toute ambition et de toute visée politique étroite, il n'en demeure pas moins que la plupart des orateurs se recrutaient dans le camp libéral conservateur; une seule exception: l'avocat radical Mosbrugger, secrétaire du syndicat des employés de tram, qui parla des accidents du travail et des assurances. Cette orientation générale, particulièrement sensible dans les sujets historiques, n'est sans doute pas le résultat d'une intention délibérée; elle correspond à un fait dont elle est l'expression: l'hégémonie culturelle du libéralisme conservateur, hégémonie que le radicalisme n'avait pas réussi à ébranler durablement, même au plus fort de ses succès politiques au XIXe siècle, et qui ne cessera de s'affirmer par la suite.

Vers une Maison du Peuple

Cette fois, le succès couronna les efforts de E. Pittard et de ses amis; encouragé, celui-ci envisageait une décentralisation vers les quartiers populaires et surtout un bâtiment spécial: «Lorsque la Maison du Peuple pour la construction de laquelle nos ouvriers travaillent sans relâche sera édifiée, on pourrait créer dans cette maison, à côté des autres salles dont je ne connais pas l'affectation, une salle de réunions et de conférences qui serait le centre de l'Extension.»
Effectivement, on discutait beaucoup, dans les milieux syndicaux et socialistes, de l'édification d'une telle maison, à l'instar de ce qui se faisait dans de nombreuses villes de la Suisse et de l'étranger. Outre les avantages pratiques, un tel bâtiment, en devenant le centre de rencontre de tous les ouvriers organisés, aurait contribué à la cohésion du mouvement, tout en permettant de satisfaire le besoin de sociabilité des adhérents. Les intentions se précisèrent et, en 1899–1900, un projet vit le jour, sous l'égide de la *Fédération des sociétés ouvrières de Genève,* en accord avec certaines personnalités de la bourgeoisie conservatrice susceptibles d'avancer le capital. Il s'agissait, en fait, d'une vaste opération politique, reposant sur

la division toujours plus profonde du mouvement ouvrier genevois: une majorité de syndicats s'éloignait de plus en plus du Parti socialiste qui l'avait déçue et penchait vers un syndicalisme d'action directe à la française, tandis que les socialistes, en accord avec les radicaux, grâce à l'alliance desquels ils avaient fait élire un des leurs au Conseil d'Etat, en 1897, se montraient de plus en plus modérés. Certains éléments du conservatisme protestant, imbus d'idées sociales, entendaient en profiter pour enfoncer encore plus le coin entre l'aile syndicaliste du mouvement ouvrier et son aile politique, représentée par la coalition radicale socialiste. Le projet d'une Maison du Peuple fondée sur l'apolitisme, excluant les partis au profit des seules organisations professionnelles et culturelles était de nature à jouer ce rôle. Mais, finalement, à la suite de débats sur lesquels nous sommes mal renseignés, tout échoua. La Maison du Peuple ne vit pas le jour.

Il fallut attendre 1904 pour qu'un groupe de militants socialistes suisses, français et italiens, aidés de quelques syndicalistes, mette sur pied un *Cercle coopératif communiste,* qui se proposait de créer un centre de réunions. En 1905, il loua un, puis deux appartements, au deuxième étage d'un immeuble, 4 Avenue du Mail. Mais les locaux, qui abritaient également une épicerie coopérative, furent bientôt trop petits. En 1908, le *Cercle* loua la Brasserie des Casernes, rue Dubois-Melly, dans le voisinage, la modifia et y installa enfin ce que l'on appela désormais la Maison du Peuple: une grande salle pouvant accueillir plusieurs centaines de personnes avec des pièces de dimensions plus modestes pour des réunions de syndicats ou de comités, ainsi que quelques bureaux. Modeste si on la compare à celles d'autres villes, insuffisante, elle n'en constitua pas moins, pour quelques années, un centre de réunions pour le mouvement ouvrier genevois, bien qu'il fallût souvent, pour de grands meetings, recourir à des salles plus vastes. D'ailleurs, certaines organisations conservèrent leur propre local: rue des Corps-Saints pour le *Grütli;* quai du Seujet pour l'*Arbeiterverein.* Malheureusement, des difficultés financières, des tiraillements entre anarchistes, syndicalistes et socialistes entravèrent la bonne marche de l'institution. La Première Guerre mondiale lui asséna le coup de grâce; ce fut la faillite. Et jamais le mouvement ouvrier genevois ne put se constituer un centre analogue à ceux qui existaient dans tant de villes suisses et étrangères.

Après l'échec du premier projet de Maison du Peuple, l'Extension universitaire avait décliné. Durant l'hiver 1903–1904, une nouvelle organisation avait commencé son activité, s'inspirant de ce qui se faisait en France: l'Union pour l'Art social. Lors de soirées littéraires populaires, un conférencier présentait brièvement puis lisait l'œuvre d'un grand écrivain: un roman de Balzac, d'Anatole France, etc. En outre, des représentations théâtrales, souvent de qualité, et des concerts essayaient de faire pénétrer l'art dans le peuple.

L'université ouvrière

Durant l'été 1905, des syndicalistes et socialistes créèrent l'*Ecole ouvrière,* présidée par le député Jean Sigg, qui tint ses séances au *Cercle coopératif communiste*. Elle organisait des cours et des conférences visant à la formation de militants, recourant pour cela souvent à des socialistes français. Mais elle s'était assoupie quand, en 1908, l'*Arbeiterverein* et d'autres sociétés ouvrières de langue allemande profitèrent de l'ouverture de la Maison du Peuple pour y tenir un cycle de conférences éducatives. Leur succès incita les organisations francophones à mettre sur pied, durant l'année 1909–1910, sous l'appellation d'*Université ouvrière,* «une série de conférences scientifiques et sociales», dont à en croire Emile Nicolet, dans le *Peuple suisse*, «le succès a dépassé toute atteinte.» Aussi envisageait-on de renouveler l'expérience pour 1909–1910: chaque jeudi, «les sujets les plus divers seront traités: médecine, histoire naturelle, littérature, alcoolisme, sciences sociales, socialisme, etc.» Ainsi les ouvriers trouveraient-ils les outils intellectuels nécessaires: «A côté des assemblées de syndicats, du parti, qui sont d'un caractère économique plus accentué, ils auront leur université, à la source de laquelle ils viendront prendre les forces nécessaires pour continuer avec plus de succès la lutte contre le capitalisme et travailler avec plus d'entrain et de courage à l'affranchissement du prolétariat.»

Et Nicolet concluait son article, intitulé «Notre Université», par cette vision d'avenir: «Demain, peut-être, nous aurons à la Maison du Peuple, notre Université, organisée par le Sénat universitaire et les organisations ouvrières. Il sortira de ce foyer intellectuel des intelligences que seule la misérable situation du prolétariat a laissées jusqu'ici dans l'ombre.»

Cet article, dû à un homme qui, jusqu'à sa mort, en 1920, allait jouer un rôle de premier plan dans le mouvement ouvrier genevois, est bien typique des conceptions que l'on avait en matière de formation et de culture ouvrières. L'instruction, l'acquisition de connaissances, dans les domaines les plus disparates, était le but. Pour cela, on faisait appel aux spécialistes qu'étaient les professeurs de l'Université, sans qu'on se soit posé la question du contenu et de la finalité de cet enseignement. Ne fallait-il pas fournir à la classe ouvrière, au lieu d'un fatras de conférences sur les sujets les plus divers, des éléments critiques lui permettant de mieux se situer à l'intérieur de la société, de mieux comprendre ses rapports avec les autres classes ainsi que sa propre constitution? Cela, les socialistes l'avaient tout de même confusément ressenti et ils prévoyaient, dans le cadre de cet enseignement général, des conférences sur les grandes théories du socialisme. Pour cela, on fit parfois appel à des militants en vue du Parti socialiste de France (SFIO): Charles Rappoport, d'origine russe, le 25 novembre 1909: «De Proudhon à Marx»; Compère-Morel, le 9 décembre 1909: «La question agraire et le socialisme», etc. Les orateurs

venaient généralement pour une tournée de conférences en Suisse romande, ce qui permettait d'amortir les frais de voyage entre plusieurs localités.
Le succès des conférences était assez inégal. Les projections lumineuses, que le cinéma commençait à peine à concurrencer, attiraient la foule; souvent, la salle de la Maison du Peuple était comble, mais parfois elle demeurait en partie vide, malgré les 2500 cartes d'entrée distribuées par le canal des organisations adhérentes. «En ce qui concerne l'orientation des cours, nous avons pu remarquer que les conférences d'éducation syndicale et socialiste, économie politique, sciences naturelles, botanique, médecine, etc., ont été suivies par un public nombreux tandis que celles sur la littérature n'ont pas attiré de nombreux camarades. Nous ne voulons pas en rechercher les causes, mais à l'avenir il sera nécessaire d'éliminer les conférences qui n'attirent que peu de monde, afin de ne pas déranger inutilement les conférenciers», relevait le rapport de l'Université ouvrière pour 1909–1910.
Cette volonté de ne pas rechercher les causes de l'insuccès est tout à fait typique; les animateurs de l'Université paraissent n'avoir jamais réfléchi sérieusement sur le contenu et les finalités de l'enseignement qu'elle dispensait. Ses activités se poursuivirent régulièrement d'année en année; elle transféra une partie de ses conférences dans l'aula de l'Ecole de commerce de la rue Général-Dufour, prêtée par l'Etat qui accordait en outre une petite subvention. Dès 1912, elle se plaça sous les auspices de la CSEO. La déclaration de guerre interrompit ses activités. Mais, peu après, lit-on dans le rapport d'activité de l'Union ouvrière de Genève pour le second semestre de 1914, «l'Union ouvrière et le Parti socialiste, s'inspirant de la situation présente qui nous prouve combien la classe ouvrière a besoin d'instruction et d'éducation, constituaient la Commission de l'Université ouvrière et les cours de militants.» Les conférences organisées par la première avaient connu un grand succès. «Pour les cours de militants, les difficultés ont été très grandes pour mener à bien cette tâche, car nos syndicats se réunissent très rarement, le recrutement en devient par ce fait difficile et la commission a jugé bon de ne commencer qu'en janvier.» Ces cours devaient être animés par Hubacher, Chovin et Sigg.
Cependant, ils ne durent pas se poursuivre bien longtemps. Outre les difficultés objectives citées dans le rapport, la division croissante du Parti socialiste genevois entre zimmerwaldiens internationalistes et partisans de l'Entente, groupés derrière le conseiller national Jean Sigg, rendait bien difficile l'organisation de tels cours.

La Centrale Suisse

Dès lors, même quand ils reprendront, beaucoup plus tard et sous d'autres formes, il y aura une nette séparation entre l'Université ouvrière, proprement dite, qui s'en tiendra à un enseignement de caractère général, sous

forme de conférences à destination du grand public, et les cours de formation pour militants, organisés essentiellement par les syndicats.
Dans l'entre-deux-guerres, en principe, tout le travail de formation et d'enseignement aurait dû être pris en charge par la CSEO et ses *Commissions d'éducation ouvrière locales*. Néanmoins, en Suisse romande, cela ne se fera qu'avec beaucoup de lenteur et très incomplètement. Les cours de militants syndicalistes romands s'étendant sur plusieurs jours ou une semaine, organisés par la CSEO à partir de 1923, auront souvent de la peine à se tenir, faute d'inscriptions. Quant à la collaboration avec la CSEO, elle se limitera souvent à l'organisation de quelques tournées d'orateurs français ou belges en Suisse romande, aux voyages d'étude et de vacances de la Centrale et à la location de films (la CSEO avait compris très tôt l'importance du cinéma).
A Genève, la Commission locale ne se forma que tardivement et eut quelque peine à se différencier de l'*Université ouvrière*. Finalement, le *Centre genevois d'éducation ouvrière* fonctionna comme sous-section de l'*Université ouvrière*. Son activité ne se distinguait guère de celle de la première, si ce n'est par quelques cours ou conférences sur des sujets plus techniques (loi sur les fabriques; assurances; etc.), ou destinés à des catégories particulières d'auditeurs (en 1930–1931, cours pour les chômeuses: blanchissage, repassage, raccommodages, cuisine; cours pour une nouvelle orientation professionnelle des chômeuses de l'horlogerie).

La radio

En outre, le *Centre* organisait, en accord avec Radio Genève, quelques causeries radiophoniques sur des sujets particuliers; en 1930–1931: souvenirs de Jean Jaurès, par André Oltramare; les conséquences sociales de la rationalisation, par un expert du BIT; l'assurance chômage obligatoire, par Charles Rosselet; etc.
Dès 1925, la CSEO, ayant pris conscience de l'importance que prenait la radio, avait cherché à faire entendre la voix socialiste sur les ondes. En 1932, la Société coopérative de consommation possédait une partie des actions de Radio Genève au conseil d'administration de laquelle siégeaient Charles Rosselet et le journaliste socialiste Edmond Privat. A la fin de 1933, la CSEO estimait que la participation socialiste à la radio, en Suisse romande, était assez satisfaisante. Ce qui manquait, c'étaient les gens préparés et disposés à y parler.
Tout ne se passait pas sans conflits. En 1931, Radio Genève, qui avait accepté en principe de diffuser la soirée du 1er mai, qui se déroulait au Grand Théâtre, s'y refusa quand elle vit que l'Internationale figurait au programme! De plus, l'orateur prévu, Ch. Rosselet, s'étant refusé à soumettre son texte à une sorte de censure préalable, l'émission prévue fut supprimée, ce qui provoqua une discussion au Conseil national. Même

refus en 1932, «car la manifestation projetée a un caractère politique». Dès lors, la radio se borna, le 1er mai, à diffuser une allocution tenue par un dirigeant socialiste: Rosselet, André Oltramare, Paul Graber... Les studios de Genève et de Lausanne émettant en alternance un jour sur deux, c'était celui de Lausanne qui, en 1935, était chargé de l'émission du 1er mai. Les deux heures prévues pour cela furent aussitôt l'objet d'une violente campagne de presse menée principalement par la *Gazette de Lausanne*. La perspective d'entendre fanfares et chorales ouvrières jouer des airs d'Aïda et d'autres morceaux, dont le «Salut à la liberté» d'Hermann Scherchen, celle de devoir écouter le discours d'Ernest Gloor suscitaient l'ire du journal conservateur qui voyait, dans cette politisation de la radio, un dangereux précédent. «Seuls des conseillers fédéraux hors partis s'adressant au peuple dans son ensemble et traitant de questions d'intérêt national – ce fut le cas lors du vote sur la réorganisation militaire – se sont installés quelques instants au pupitre d'un studio», écrivait naïvement le journalisme, montrant ainsi la conception qu'il se faisait de l'apolitisme. Et de dénoncer cette «concession étrange à un parti qui fait de la lutte des classes et de la désorganisation sociale son programme essentiel».

Diversité des tendances et des activités de formation

L'activité du *Centre genevois d'éducation ouvrière* en matière radiophonique était, par la force des choses, assez réduite et se bornait, en dehors du 1er mai, à fournir quelques causeries. On aura pu relever, d'après les exemples cités, que les orateurs étaient généralement choisis dans l'aile réformiste du socialisme. Si la tendance majoritaire du Parti socialiste genevois se caractérisait, au sein du Parti suisse, par son maximalisme, elle semble, paradoxalement, avoir négligé tout ce qui concernait la formation de ses militants. Son leader, Léon Nicole, ne manifestait guère de goût pour les discussions théoriques et ses seconds ne se sont guère distingués de lui sur ce point. Certes, il ne faudrait pas négliger l'action du journal, *le Travail,* qui publiait souvent des articles culturels d'une bonne tenue, celle des conférences publiques, avec des orateurs venus de l'étranger. Mais on ne relève pas un effort de formation systématique. Même dans la presse, la façon dont on aborde, épisodiquement, les thèmes culturels a quelque chose de disparate et d'éclectique.

Au contraire, le syndicaliste Charles Rosselet, qui incarnait la tendance opposée à Nicole, attachait beaucoup plus d'importance aux problèmes de formation. Durant sa jeunesse, à Lausanne, il avait appartenu au Groupe socialiste chrétien, puis à la Classe d'études sociales, créée par ce dernier, où les participants s'efforçaient d'approfondir les raisons et les modalités de leur engagement socialiste. Il en avait gardé la conviction que des activités de ce genre étaient indispensables au mouvement socialiste. Chez les communistes, fort peu nombreux (une soixantaine d'adhérents

à Genève), on reconnaissait l'importance de la théorie, mais Jules Humbert-Droz relève, dans ses «Mémoires», le «niveau misérable de l'éducation communiste» en 1934 et le manque de «cadres éduqués, connaissant les principes élémentaires et la dialectique du marxisme». Pour cela, il organisa, à Genève et à Lausanne, des cours marxistes hebdomadaires, qui connurent un succès certain, attirant 50 à 60 auditeurs par soir. Le marxisme, volontairement ignoré dans l'enseignement officiel, tenu à l'écart des librairies et des bibliothèques, n'était guère connu, même dans le Parti socialiste, qui s'y référait occasionnellement. Aussi l'annonce d'un tel enseignement attirait-il des jeunes provenant du socialisme et de milieux que ne touchait pas, habituellement, le Parti communiste. Les thèmes retenus étaient naturellement traités dans l'esprit de l'époque; il s'agissait, pour autant que nous puissions en juger, d'un marxisme quelque peu sommaire, interprété selon les canons du léninisme réducteur dont la troisième Internationale avait fait son idéologie. Humbert-Droz a raconté comment ses cours furent interdits à Lausanne.
Par la suite, la nouvelle orientation de l'Internationale communiste, après son VIIe congrès, en 1935, permit aux communistes de mieux se faire entendre; conformément à la nouvelle stratégie de front populaire et d'alliance antifasciste, ils se placèrent sur le plan de la défense de la culture et des traditions démocratiques du pays, lançant même une petite revue, *Connaître*, 1937 à 1938, qui n'eut pas un grand retentissement.

Le théâtre

Plus originale fut l'expérience du *Théâtre prolétarien,* qui remonte, elle, à la période antérieure. Théâtre d'amateurs, qui se recrutait essentiellement chez les jeunes (William Jacques y jouait, qui deviendra par la suite un acteur renommé), il s'inscrivait dans une ancienne tradition: celle des pièces de circonstances que l'on créait dans certaines associations ouvrières. Mais il s'en distinguait par sa volonté de continuité; bien qu'amateurs, ses membres entendaient monter une pièce après l'autre, travailler sans relâche, dans la mesure où leurs autres occupations le leur permettaient. A leurs yeux, le théâtre était action politique; par des saynettes, par de courtes pièces en prise sur l'actualité, ils voulaient faire prendre conscience au spectateur, le pousser à l'action. Pour cela, on recourait au répertoire international, dû à des écrivains communistes, mais on composait également des pièces plus modestes, sur des situations locales. Certaines, très brèves, étaient même présentées lors d'un meeting. Il s'agissait donc d'un véritable théâtre d'agitation.
Mais il y avait aussi des soirées théâtrales complètes, telle cette représentation de février 1934, avec ses trois titres: «M. Dufour sent que ça ne va plus!»; «Le grand plan», de J. R. Becher; «Qui trait la vache?» La pièce de l'écrivain allemand était une «évocation saisissante de la construction

socialiste en Union soviétique». L'acte comique qui concluait le spectacle était présenté en ces termes: «L'Etat vache à lait et tous les vachers qui se battent dans la boue pour tenir un pis... que voilà un vieux sujet, mais en est-il qui soit plus d'actualité et qui puisse fournir meilleure cible à la satire?» Quant au premier morceau, plus élaboré, il dépeignait le «type de l'ouvrier sincère, qui croit à la bonté des hommes», aux prises, lui et sa famille, avec la crise et le chômage. Peu à peu il évolue, suivant «ce chemin que nous parcourons tous, et qui est la mise à mort de nos illusions par la réalité».

Le spectacle aurait obtenu un «succès prodigieux à Genève», avant d'être présenté à Lausanne. Succès dû à son actualité brûlante, «mais surtout, pensons-nous, par l'effort vigoureux que l'on sent tout au long des représentations du Théâtre prolétarien pour briser les cadres de la tradition théâtrale, vedettes et décors fastueux, et leur substituer un théâtre vraiment populaire et collectif. Cet art ne vise pas l'effet, l'impression, mais il tend entièrement à pénétrer et entraîner les spectateurs.»

La troupe genevoise fit des émules à Lausanne et, en mai 1935, les deux théâtres présentaient, en collaboration: «Qui veut la guerre?», deux actes de Yachek. «Cette pièce a été donnée pour la première fois au Rassemblement mondial des sportifs antifascistes à Paris puis dans plusieurs villes suisses où elle a remporté partout, grâce à sa brûlante actualité, les plus grands succès.» La soirée se terminait avec «Asie», un acte dont on ignore l'auteur. «C'est, traduite sur la scène, l'existence tragique et les conditions lamentables qu'imposent les impérialistes aux peuples d'Orient.»

A l'automme 1935, c'est dans une entreprise plus ambitieuse que se lancèrent les deux troupes de Genève et de Lausanne, en montant les quatre actes de «Professeur Mannheim», de Friedrich Wolf. La pièce avait été présentée, dans sa langue originale, au Schauspielhaus de Zurich, en novembre 1934, dans une mise en scène de Léopold Lindtberg, avec une pléiade d'excellents acteurs. C'était une dénonciation de l'antisémitisme hitlérien et de ses racines. Durant toute la saison zurichoise, elle avait connu le plus grand succès et provoqué, en retour, les manifestations haineuses des frontistes. Les amateurs de Genève et de Lausanne n'étaient évidement pas à la hauteur des professionnels allemands de Zurich. La *Lutte*, le journal communiste romand, par la plume d'Etienne Lentillon, se montra fort critique, reprochant au *Théâtre prolétarien* le schématisme de son interprétation, les poncifs dont il avait chargé le rôle du jeune communiste, tenu à Zurich par Wolfgang Langhoff. D'ailleurs la zizanie ne tarda pas à diviser Genevois et Lausannois.

Les cercles d'études

Les défaites du mouvement ouvrier dans les pays voisins, la marche de plus en plus évidente vers la réaction et la guerre incitèrent l'USS à entreprendre un travail à la base pour former des militants capables, le cas échéant,

de prendre en main les destinées du syndicat et de suppléer, sur place, à une direction victime de la répression. On s'inspira des cercles d'études fonctionnant dans le mouvement ouvrier suédois, dont Max Weber avait cité l'expérience, dès 1936, ainsi que des Cercles d'études coopératives créés en Suisse par Charles Barbier. Une réunion des secrétaires syndicaux de la Suisse romande, tenue à Genève du 4 au 6 novembre 1937, décida le principe d'une restructuration complète du travail de formation. On créerait, dans toutes les localités, même les plus petites, au moins un cercle d'études syndicales, soit fédératif, c'est-à-dire composé d'ouvriers de la même fédération syndicale, soit interfédératif, comprenant des adhérents de diverses fédérations. Dès que l'effectif atteignait la vingtaine, le groupe se scindait, et l'on espérait ainsi accroître le nombre initial des cercles. Contrairement aux séances traditionnelles où des auditeurs silencieux écoutent un orateur, les cercles reposaient sur la participation active de chacun, sans intervention extérieure; il y avait tout au plus un animateur. De ce travail collectif, en petit groupe, on attendait «un nouveau dynamisme collectif», renforçant la cohésion du syndicalisme.

En 1938, on mit au point, à destination des cercles, un plan de travail relativement souple, exposé dans une brochure de 60 pages. Le programme minimum consistait dans l'étude de l'ouvrage commémoratif du cinquantenaire de l'USS, paru en 1930. A tour de rôle, chaque participant lisait à haute voix quelques paragraphes du livre, dont on discutait ensuite. Ou alors, d'une fois à l'autre, un rapporteur se chargeait de la présentation d'un chapitre ou d'une question, ouvrant ainsi le débat auquel tous devaient participer.

L'autre programme, plus ambitieux, embrassait l'histoire du mouvement ouvrier international. Certaines leçons étaient présentées sous forme de résumé, car on ne disposait pas d'une bibliographie aisément accessible. Aussi prévoyait-on, le cas échéant, malgré le principe du cercle, le recours à des conférenciers extérieurs, dont on avait dressé la liste pour chacune des 13 leçons prévues.

Dès novembre 1938, une trentaine de cercles travaillaient en Suisse romande. A Genève, six s'étaient réunis régulièrement, durant la saison 1938–1939: cinq organisés par l'union locale des syndicats et un par la Fédération des cheminots. Contrairement au projet central, les cinq cercles de l'Union des syndicats, qui se réunissaient un soir par semaine à la Maison du Faubourg, disposaient chacun d'un animateur: l'instituteur Robert Jaquet, auteur de divers rapports à leur sujet auxquels nous devons nos informations; un enseignant secondaire; un fonctionnaire international. Le choix des matières avait été arrêté en fonction des circonstances: le malaise dû à l'évolution et aux échecs du Front populaire en France. Les cercles étudiaient chacun une matière différente: géographie économique; économie politique; histoire du mouvement ouvrier; éléments du droit ouvrier; français. Les inscriptions à ce dernier groupe furent particu-

lièrement nombreuses: 21, mais il n'en restait plus que 12 à la fin. Les effectifs des autres cercles, plus modestes (5 à 7), demeurèrent, eux, remarquablement stables. Sur 29 participants recensés, on comptait 13 membres de la FOBB, 5 de la FOMH, 6 appartenant à d'autres syndicats et 5 ménagères (certains étaient inscrits à deux cercles).
Expérience bien limitée donc et bien modeste par rapport aux immenses espoirs des dirigeants qui avaient lancé ce mouvement, mais expérience positive au dire de R. Jaquet. Malgré le manque de spontanéité des participants, leur peur de s'exprimer, la disparité de leurs niveaux respectifs (qui, dans certains cas, pouvait aussi être une source d'enrichissement), les fatigues de la journée de travail, les cercles avaient bien fonctionné; on envisageait de les reprendre et de les développer à l'automne de 1939. Mais la guerre en décida autrement.

Conclusion

Les activités formatrices et culturelles du socialisme et du syndicalisme à Genève, depuis 1890, ont certainement beaucoup souffert de l'incapacité du mouvement ouvrier à se doter d'une véritable Maison du Peuple. Mais on aurait tort de voir, dans cette lacune, la seule raison des défauts essentiels de ces activités: leur caractère discontinu, disparate, leur absence de perspectives. En fait, c'est la conception même de l'action ouvrière dans le domaine de la formation et de la culture qui n'a jamais été pensée sérieusement. Après le départ prometteur de 1892, où des premiers jalons avaient été posés, on est retombé dans une activité routinière dont on ne se dégageait que très momentanément. Certes, les meetings, les commémorations avaient leur utilité, mais il restait un vaste domaine dont l'action socialiste et syndicale demeurait absente: celui de la culture proprement dite, abandonné à l'hégémonie des classes dominantes. Typique à cet égard est l'absence totale de réflexion qui semble ressortir des programmes de l'*Université ouvrière* qui, sauf quelques exceptions, témoignent d'un éclectisme complet. On peut même se demander si elle n'a pas servi souvent d'alibi: organisme spécialisé dans le domaine culturel, elle dispensait, en quelque sorte par sa seule existence, les autres organisations ouvrières d'intervenir dans ce domaine, de se préoccuper de la formation générale de leurs membres.
Pendant ce temps, la situation changeait très rapidement, surtout à partir des années 1920. L'emprise croissante du sport, l'attrait toujours plus grand pour le cinéma, la diffusion massive de la radio bouleversaient les habitudes et créaient une nouvelle forme de culture populaire. Si certains en avaient pris conscience, à la CSEO en particulier, il faut bien reconnaître que le mouvement ouvrier genevois, malgré quelques méritoires efforts, est trop souvent demeuré passif, face à ces changements.